



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

07 février 2006

Volume 5, Numéro 1

LIGNE DE FOND..... 1

Davos : Les ministres réaffirment les délais fixés à Hong Kong..... 1

Les propositions du G 10 examinées lors de la semaine de l'agriculture, mais très peu de progrès ont été réalisés 3

NOUVELLES DE L'OMC 6

Afrique : les ONG critiquent les résultats de la Conférence ministérielle de l'OMC à HongKong 6

NAMA : des pays en développement défendent la nécessité d'un espace politique dans les négociations sur les Nama.. 8

Afrique de l'Ouest : des industriels du Nigeria et de la région invitent vivement les gouvernements de la CEDEAO à réexaminer le Tarif extérieur commun (TEC) 9

SUR LE FIL 10

Accord sur le nouveau Pacte relatif au commerce des bois tropicaux..... 10

Commerce et santé : l'OMS approuve une résolution sur le commerce international et la santé et se penche sur la propriété intellectuelle et l'innovation 12

Textile: l'Afrique du sud conclut un accord-cadre avec la Chine pour atténuer l'impact des exportations chinoises sur son industrie 14

EVÉNEMENTS 15

PUBLICATIONS 15

LIGNE DE FOND

Davos : Les ministres réaffirment les délais fixés à Hong Kong

Les ministres du commerce de près de 25 pays Membres de l'OMC ont évité les questions les plus litigieuses des négociations du Cycle de Doha qui s'éternisent, au cours d'une réunion 'mini-ministérielle' tenue les 27 et 28 janvier derniers, à Davos, en Suisse, en choisissant de se concentrer sur le calendrier et le processus qui doivent être suivis dans les discussions, pour que celles-ci soient menées à terme d'ici la fin de l'année. Bien qu'ils n'aient guère fait plus que publier un calendrier basé sur la série de délais que les Membres avaient déjà énoncés dans la Déclaration ministérielle de Hong Kong de décembre 2005, les ministres sont sortis de la réunion en semblant moins pessimistes qu'auparavant en ce qui concerne la possibilité de mener le cycle à bien.

Les ministres n'ont rien fait, à Davos, pour résoudre une quelconque des divergences de fond qui ont bloqué les discussions. Le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a toutefois déclaré qu'il y avait eu un " changement de mentalité " au cours de la réunion. Faisant référence, de manière implicite, à l'attitude, " vous d'abord ", qui caractérise les négociations commerciales, Lamy a laissé entendre que les gouvernements s'étaient rendus compte qu'ils " doivent s'arrêter de creuser leurs propres trous défensifs tactiques. "

Le calendrier a été distribué à l'ensemble des Membres de l'OMC en tant que document informel. Il fera probablement l'objet d'un débat lors de la réunion du Comité des négociations commerciales, fixée au 7 février.

La réaffirmation par les ministres des délais énoncés dans la Déclaration de Hong Kong ne semble pas avoir beaucoup dissipé le scepticisme sur leurs chances d'être respectés, selon des sources à Genève. Une enquête menée en janvier auprès des négociateurs basés à Genève, et des responsables du commerce basés dans les capitales, indique que seulement deux pour cent de ceux-ci estiment que les Membres respecteront la date limite de fin avril pour un accord général sur " les modalités complètes " - les structures et les chiffres pour les abaissements de subventions et de tarifs, ainsi que les exceptions - pour les négociations sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA).

Le sondage, mené par l'Institute for International Business, Economics and Law de l'Université d'Adélaïde, a révélé que pas un seul des négociateurs basés à Genève enquêtés n'estimait que le Cycle de Doha se conclurait d'ici la fin de cette année - les gouvernements Membres insistent qu'ils restent attachés à cette cible.

Le calendrier s'appuie sur la Déclaration de Doha

Le calendrier publié à Davos présente une liste de près de 33 questions techniques que les Membres doivent résoudre, chacune avec une date limite correspondante. Il ne s'agit pas de nouvelles questions : chacune est déjà identifiée dans la Déclaration de Hong Kong, par exemple la date du 30 avril 2006 pour l'établissement de modalités pour l'agriculture et l'AMNA et celle du 31 juillet pour la présentation de projets de listes générales d'engagements reposant sur ces modalités.

Un certain nombre de nouvelles lignes directrices de procédure pour les travaux de 2006 figuraient dans le calendrier, toutes liées au mandat énoncé à Hong Kong. Les plus importantes sont les dates de juillet pour la présentation des projets de textes consolidés sur les règles (notamment l'antidumping et les subventions aux pêcheries), ainsi que le premier projet de texte complet sur la facilitation des échanges. Les " documents de travail " pour négociations sur le Mémorandum d'accord pour le règlement des différends et les droits de propriété

intellectuelle (DPI) sont à présent également attendus en juillet.

Selon le calendrier, les pays développés Membres notifier [aient] les moyens par lesquels ils comptent mettre en œuvre la décision de fournir un accès en franchise de droits et sans contingents aux exportations en provenance des PMA d'ici septembre, les pays en développement " qui se déclarent en mesure de le faire ", devront faire de même d'ici décembre. Le Comité du commerce et du développement (CCD) procéderait, en novembre prochain, à son premier réexamen annuel, mandaté par Hong Kong, des efforts déployés par les Membres pour fournir un tel accès aux marchés aux exportations en provenance des PMA. Il est également suggéré, dans le calendrier, que les réunions du Conseil général en mai, juillet et octobre, se concentrent sur les propositions restantes pour apporter des changements aux dispositions relatives au traitement spécial et différencié, dans des accords spécifiques de l'OMC - la Déclaration de HongKong appelle à faire rapport au Conseil général sur ces propositions d'ici décembre 2006.

La Déclaration de Hong Kong a chargé le directeur général de l'OMC de créer une 'équipe spéciale' sur l'aide pour le commerce, qui ferait des recommandations au Conseil général d'ici juillet. Le calendrier prévoit que cette équipe sera établie en février ; que le directeur général consulera les Membres et les agences d'aide de mars à mai ; que les ministres du commerce, des finances et du développement débattront d'un ensemble d'aide pour le commerce dans le cadre du Cycle de Doha, lors des réunions annuelles de septembre de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) ; et que le programme d'aide pour le commerce commencera à fonctionner en décembre.

Les ministres ont ciblé le mois d'avril pour la " clarification des paramètres " en vue de remplir le mandat de Doha concernant la libéralisation accélérée du commerce des biens et services environnementaux.

En ce qui concerne l'agriculture et l'AMNA, le calendrier a réitéré les engagements souscrits à Hong Kong et a ajouté que le directeur général devrait faire rapport au Conseil général sur le coton, entre mai et juillet. En réponse aux préoccupations concernant l'effet de l'érosion des préférences commerciales découlant de la libéralisation multilatérale dans le cadre d'un accord potentiel dans le Cycle de Doha, le calendrier prévoit la tenue d'un séminaire sur de tels problèmes, en mai. Rien de nouveau n'a été ajouté sur les services.

Nouvelle réunion mini-ministérielle en mars ?

Les ministres des États-Unis, de l'UE, de l'Australie, du Brésil, de l'Inde et du Japon, actuellement appelés le 'G-6' (Groupe des 6), se sont réunis préalablement au grand Forum. Le représentant américain au commerce extérieur, Rob Portman, a indiqué que le groupe pourrait se réunir de nouveau mi-mars, et peut-être avant. Les ministres mènent également des discussions bilatérales entre eux. Ainsi, le ministre du commerce et de l'industrie indien, Kamal Nath, a rencontré le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, le 1er février, à Londres, pour discuter de questions parmi lesquelles figuraient le Cycle de Doha.

Portman et Mandelson ont tous deux laissé entendre que les ministres à Davos avaient compris que les Membres auraient à faire des offres simultanées sur tous les aspects de l'agenda de négociation. Des lignes de fracture sont néanmoins restées apparentes : lors d'une réunion-débat, peu après la rencontre mini-ministérielle, Portman, Mandelson et le ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim, ont formulé de vives divergences sur les abaissements des tarifs agricoles et sur leur importance dans les négociations.

Les propositions du G 10 examinées lors de la semaine de l'agriculture, mais très peu de progrès ont été réalisés

Les Membres de l'OMC ont réalisé peu de progrès au cours de leurs premières discussions sur l'agriculture depuis la Conférence ministérielle de Hong Kong, en décembre dernier. La semaine de discussions, du 23 au 26 janvier dernier, s'est concentrée davantage sur la procédure que sur le fond. Les Membres ont généralement été d'accord avec l'évaluation du président du Comité de l'agriculture, Crawford Falconer, selon laquelle ils devraient commencer à élaborer des textes sur un certain nombre de questions techniques qui doivent être finalisées fin avril, conformément à la date limite pour les 'modalités complètes', énoncée dans la Déclaration ministérielle de Hong Kong. Ces questions comprennent les formules et les chiffres pour la réduction des tarifs et des subventions agricoles.

Le G-10 - qui regroupe des pays, essentiellement développés, importateurs nets de produits alimentaires, notamment la Suisse et le Japon - a publié un document d'informations sur le soutien interne, ainsi qu'une nouvelle proposition relative au traitement des produits 'sensibles', que tant les pays en développement que les pays développés seraient en mesure de désigner pour des abaissements tarifaires relativement faibles. Les produits sensibles ont occupé la majeure partie des discussions ; nombre d'observateurs des milieux du commerce estiment qu'un accord sur la question est une première étape essentielle en vue d'un accord éventuel sur les modalités globales.

Falconer présente un processus pour l'élaboration du texte d'avril

Falconer a indiqué qu'il préparerait une série de questions pour les Membres, bien avant la prochaine semaine de l'agriculture qui va démarrer le 13 février. Ce processus semble être similaire à celui suivi préalablement à la Conférence ministérielle de décembre, lorsqu'il avait été posé aux ministres une série de questions portant sur les domaines des négociations où une orientation

politique était nécessaire. Les réponses aux questions de Falconer seront compilées en vue de l'élaboration d'un texte qui, en retour, servirait de base aux négociations jusqu'en avril. Falconer préparera également une liste de sujets à aborder durant la prochaine semaine de l'agriculture, pour tenter d'arriver à des discussions plus focalisées.

Proposition du G-10 sur les produits sensibles

Des sources indiquent que Falconer a mené des consultations relatives à tous les trois piliers des négociations sur l'agriculture, à savoir la concurrence à l'exportation, le soutien interne et l'accès aux marchés. Les consultations sur l'accès aux marchés avaient été plus constructives, a-t-il déclaré, en particulier avec les discussions sur une nouvelle proposition du G-10 relative au traitement des produits sensibles.

Les pays du G-10 ont généralement de hauts niveaux de subventions agricoles et de tarifs d'importation. La proposition mise en distribution par le groupe, la semaine dernière, avait été présentée pour la première fois lors de la Conférence ministérielle de Hong Kong, et réitérait la " vive objection [du groupe] au concept de plafond tarifaire pour tout produit. " Le G-20, l'UE et les États-Unis, par contre, appellent à des plafonds tarifaires allant de 75 à 150 pour cent.

Bien qu'il permette aux Etats Membres de prévoir pour les produits sensibles des réductions tarifaires plus faibles que celles négociées pour des produits à des niveaux tarifaires comparables, le Cadre de juillet (WT/L/579, disponible à : http://www.wto.org/english/tratop_e/dda_e/draft_text_gc_dg_31july04_e.htm), exige d'eux qu'ils apportent " des améliorations substantielles de l'accès aux marchés ... pour tous les produits. " Afin de répondre à cette stipulation, le G-10 inciterait les Membres à compenser les faibles niveaux de réduction tarifaire par l'accroissement des contingents tarifaires, c'est-à-dire, en rehaussant le volume des importations pouvant prétendre à des taux tarifaires faibles.

La proposition fixerait les réductions tarifaires pour les produits sensibles à une portion à négocier

de l'abaissement pour d'autres produits agricoles du même étage de la formule globale de réduction tarifaire. Elle comprend un élément supplémentaire de flexibilité : les Membres seraient en mesure de procéder à des réductions tarifaires inférieures au niveau déjà faible pour les produits sensibles, en échange de l'accroissement des contingents tarifaires d'une proportion corrélativement plus élevée - ou vice versa.

Le G-10 présente une méthodologie pour l'ampleur de l'accroissement des contingents tarifaires, en la liant à la proportion de consommation intérieure du produit en question, actuellement éligible à l'importation au tarif contingentaire faible. Si le contingent tarifaire actuel pour le produit sensible équivaut à moins de cinq pour cent de la consommation intérieure, ce contingent serait doublé. Les contingents tarifaires comptant pour cinq à dix pour cent ou supérieurs à dix pour cent seraient rehaussés par des montants progressivement plus faibles.

Une autre flexibilité prévue dans la proposition laisserait les Membres désigner comme sensibles des produits qui ne sont pas actuellement soumis à des contingents tarifaires, à la condition que l'abaissement tarifaire soit appliqué durant une période plus brève. Elle laisserait également les Membres disposer d'une période de mise en œuvre plus longue, et ceux-ci en retour, devraient soumettre ces produits à la pleine réduction tarifaire requise par la formule étagée.

Selon Falconer, la proposition a reçu un accueil généralement positif de la part des autres Membres. Des sources indiquent que l'UE a laissé entendre qu'il serait problématique de lier l'accroissement des contingents tarifaires à la consommation intérieure - même si cela avait été la pratique suivie durant le Cycle d'Uruguay pour le calcul des hausses requises en matière d'accès aux marchés - car il serait difficile de désagréger les données sur la consommation du niveau de la ligne tarifaire. L'UE a plutôt plaidé en faveur du recours aux volumes des importations pour déterminer l'accroissement des contingents tarifaires. Plusieurs autres Membres ont rétorqué que ceci

n'améliorerait pas de manière substantielle l'accès des produits de base aux marchés où leurs niveaux d'importation sont actuellement peu significatifs. En plus du G-10, le G-20, les États-Unis et le Groupe de Cairns d'exportateurs de produits agricoles soutiennent le lien entre l'accroissement des contingents tarifaires et la part des produits dans la consommation intérieure. L'UE serait en train de tenir des réunions bilatérales avec divers Membres pour débattre de points spécifiques concernant la désignation et le traitement des produits sensibles.

Document d'information du G-10 sur le soutien interne

Le G-10 a présenté, le 25 janvier dernier, une nouvelle note d'information sur les subventions agricoles internes, appelant à des abaissements de 45 à 75 pour cent du soutien global ayant des effets de distorsion des échanges. Le document propose que l'UE réduise de 75 pour cent son niveau plafond pour le soutien global ayant des effets de distorsion des échanges, alors que le Japon et les États-Unis proposent de le réduire de 65 pour cent. D'autres Membres de l'OMC - notamment tous les membres du G-10, à l'exception du Japon - réduiraient leur soutien global de 45 pour cent, avec un taux de réduction plus faible pour les pays en développement. En comparaison, le G-20 a appelé à des abaissements du soutien global qui fausse les échanges allant de 70 à 80 pour cent ; les États-Unis, de 31 à 75 pour cent, et l'UE, de 50 à 70 pour cent.

Concernant les réductions de la MGS totale ('Mesure globale du soutien') ou des plafonds des subventions au titre de la catégorie ambre, le G-10 propose que l'UE procède à des réductions de 70 pour cent ; le Japon et les États-Unis, de 60 pour cent ; et tous les autres pays, de 40 pour cent. Le document note que les membres du G-10 ayant des niveaux élevés de soutien au titre de la catégorie ambre (à savoir le Japon, la Suisse, la Norvège et l'Islande) sont disposés à faire des réductions supplémentaires.

Les Membres ont calculé leurs niveaux de MGS (catégorie ambre) durant le Cycle d'Uruguay, sur la

base du montant de subventions ayant des effets de distorsion sur les échanges et la production qu'ils affectaient à leurs secteurs agricoles durant la période de référence 1986-88. Les pays développés étaient tenus de réduire de 20 pour cent leurs niveaux de MGS durant la période de mise en œuvre 1995-2000 du cycle d'Uruguay. Toutefois, dans la plupart des cas, les niveaux plafonds de la MGS des Membres étaient suffisamment élevés pour que cela ne les contraigne pas à des réductions réelles des montants qu'ils dépensaient effectivement.

Le G-10 propose que les Membres plafonnent la MGS par produit à la moyenne des niveaux de dépenses effectifs notifiés entre 1995-2000 pour le produit visé, en excluant du calcul les niveaux de dépenses annuelles les plus élevés et les plus faibles. Les pays ayant un soutien par produit très faible ou n'en ayant pas durant cette période auraient des limites fixes en pourcentage à négocier de la valeur de la production de chaque produit de base.

Pour ce qui est du traitement spécial et différencié, le G-10 propose que les pays en développement soient autorisés à faire des abaissements plus faibles (quand ceci est applicable) du soutien global et du soutien de la catégorie ambre, sur des périodes de temps plus longues.

En ce qui concerne la 'catégorie bleue' (versements partiellement découplés au titre des programmes de limitation de la production), la proposition spécifie que les critères existants énoncés dans le Cadre de juillet 2004 sont adéquats. Le G-10 insiste sur la nécessité de mener immédiatement des travaux techniques pour les questions relatives à tout critère additionnel au titre de la catégorie bleue, en vue du développement de disciplines appropriées. Il appelle également à des " réductions substantielles " du soutien 'de minimis' - le niveau maximal de subventions ayant des effets de distorsion des échanges exemptées - qui est actuellement de 5% de la valeur de la production agricole totale dans les pays développés.

Enfin, le G-10 exclut toute nouvelle discipline qui plafonnerait le soutien au titre de la 'catégorie verte' (le soutien interne exempté des engagements de réduction) ou qui en changerait la nature.

La proposition du G-10 appelle notamment les Membres de l'OMC à réduire leurs niveaux de soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges - dépenses au titre des catégories ambre et de minimis, ensemble - d'un montant en pourcentage supérieur aux abaissements prévus pour le seul soutien au titre de la catégorie ambre. Ceci vise à empêcher les pays de se livrer à des 'transferts de catégories', c'est-à-dire au reclassement des subventions dans des catégories différentes, afin d'éviter d'avoir à les réduire. La Déclaration de HongKong exige des Membres qu'ils procèdent à la réduction applicable du soutien ayant des effets de distorsion des échanges, même au cas où la somme des réductions des paiements au titre des catégories ambre, bleue et de minimis " serait, autrement, inférieure à la réduction globale. " Par ailleurs, les propositions des États-Unis et de l'UE relatives au soutien interne prévoient la réduction du soutien qui fausse les échanges de montants en pourcentage inférieurs à la MGS.

Le calendrier de Hong Kong réaffirmé à Davos

Lors de la réunion 'mini-ministérielle' des 27 et 28 janvier derniers, en marge du Forum économique mondial, tenu à Davos, en Suisse, les ministres du commerce de près de 25 gouvernements Membres de l'OMC ont réaffirmé la série de délais pour les négociations, énoncée dans la Déclaration ministérielle de Hong Kong, notamment la date limite du 30 avril pour les modalités complètes sur l'agriculture.

NOUVELLES DE L'OMC

Afrique : les ONG critiquent les résultats de la Conférence ministérielle de l'OMC à HongKong

Réunies récemment à Accra pour évaluer les résultats de la conférence ministérielle de l'OMC à HongKong, des ONG africaines et Internationales ont rejeté toute idée tendant à voir dans la dernière ministérielle de l'OMC une réussite quelconque.

Contrairement aux déclarations de plusieurs gouvernements qui saluaient la réussite de la conférence ministérielle de l'OMC, les organisations non-gouvernementales (ONG) qui ont suivi les négociations ont été quasi unanimes à qualifier la réunion d'échec, par rapport aux objectifs de développement.

Les ONG - qu'elles s'occupent de développement, d'environnement ou de droits du travail - ont été très critiques. Pour elles, les résultats de la Conférence sont " consternants " et constituent une " catastrophe pour le développement ".

Africa Trade Network (ATN), le principal réseau africain sur les questions commerciales a déclaré qu'au lieu d'être une étape importante dans le " round du développement ", la Conférence de HongKong s'était terminée en plateforme pour des résultats anti-développement. La Déclaration de HongKong est " une perte pour les pays africains. Ils ont été contraints de faire des concessions sur la plupart des positions sur lesquelles ils s'étaient venus à HongKong. Et toute consolation dans d'autres domaines est au mieux ambiguë, au pire illusoire. "

Selon ATN, la perte la plus nette est dans les services " où leur droit de choisir quels secteurs des services ouvrir et dans quelle mesure, en conformité avec leurs propres intérêts nationaux, a été compromis. L'annexe C sur les services ouvre la voie à des négociations plurilatérales et sectorielles, ainsi qu'à une participation étrangère accrue dans l'investissement dans les secteurs des

services - ce qui exerce des pressions considérables sur les pays africains pour les amener à ouvrir des secteurs des services sensibles aux puissantes firmes du Nord.

" Dans l'agriculture, les intérêts africains ont été ignorés, par exemple les flexibilités spécifiques dont les pays en développement ont besoin, avec des plafonds tarifaires et des consolidations faibles homogènes. La date butoir de 2013 pour l'élimination des subventions à l'exportation perd de sa signification au regard des dommages subis par les agriculteurs africains en raison des mesures de soutien interne appliquées dans les pays riches. Le soutien interne dans l'UE s'élève à 55 milliards d'euros, alors que les subventions à l'exportation comptent pour 3 milliards d'euros. Les pays riches se sont également aménagé une échappatoire à travers une formulation selon laquelle la date butoir ne sera confirmée qu'à l'achèvement des modalités.

" Tout ceci, en échange d'un soi-disant ensemble du développement essentiellement vide. L'offre faite aux PMA est bien en-dessous des attentes. Au lieu de la demande initiale d'un accès en franchise de droits et sans contingents aux marchés des pays développés pour tous les produits de tous les PMA, ces pays ont vu cette offre édulcorée pour ne couvrir que 97% des produits, et il est recommandé de faire l'effort maximal de le faire " de manière durable " Ceci signifie que les pays riches peuvent exempter précisément les produits qui intéressent les PMA africains du point de vue des exportations.

" L'aide pour le commerce est, au mieux, essentiellement une proposition vide, parce qu'il n'y a aucun engagement à fournir les fonds promis ; et au pire, une libéralisation de l'aide pour le commerce, pour aider les économies africains à s'adapter à la libéralisation forcée.

" Concernant le coton, la principale menace pour les producteurs de coton africains - le soutien interne dans les pays industrialisés, qui détruit le marché pour des millions de producteurs de coton africains - n'a pas été supprimée. "

Selon l'Organisation des producteurs de coton africains, les résultats de HongKong étaient si mauvais " qu'il reste tout à faire ". Les producteurs de coton africains se sont rendus à HongKong en espérant trouver une solution aux problèmes des subventions injustes ayant des effets de distorsion des échanges dont bénéficient les producteurs américains et européens. " Malheureusement, il n'y a eu aucune proposition concrète sur la demande la plus essentielle, à savoir l'élimination des subventions internes accordées par les pays développés, même si elles représentent près de 90% du total des subventions au coton américaines et près du total des subventions européennes. "

Les producteurs africains ont noté que les gouvernements n'avaient pas apporté de réponse concrète au problème. Les producteurs n'accepteront pas la décision de HongKong et " ne mettront pas fin à leur combat visant l'élimination des subventions au coton internes des pays riches "

D'autres ONG comme Oxfam International, TWN, Actionaid, Focus on Global South et Friends of Earth International, Greenpeace, Public Citizen etc. ont aussi abondé dans le même sens. Elles ont qualifié le texte d'inacceptable en lui reprochant de refléter les intérêts des pays riches. C'est une " trahison des promesses de développement. De faibles progrès sur certains aspects de l'agriculture ont été plus qu'annulés par des propositions tout à fait désastreuses sur les services et l'industrie. Les pays en développement se sont retrouvés dans une position impossible : soit accepter un texte sérieusement imparfait ou se voir reprocher l'échec du cycle. ". Commentant l'attitude du G20, les ONG ont affirmé que ce groupe a trahi les intérêts des pays en développement car sachant " pertinemment qu'il n'y a pas, avec ce texte, de réduction réelle du soutien interne et des subventions à l'exportation accordés par l'UE et les États-Unis. L'Inde et le Brésil ont dupé les pays en développement, en échange d'une certaine part d'accès aux marchés pour le Brésil et de l'externalisation des services pour l'Inde. "

Sources : Public agenda, Twnafrica, Africa Trade network

NAMA : des pays en développement défendent la nécessité d'un espace politique dans les négociations sur les Nama

La réunion sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles du mardi 2 février dernier a été l'occasion pour une dizaine de pays en développement de monter au créneau pour exiger que l'espace politique nécessaire à la mise en œuvre de leurs politiques industrielles nationales leur soit reconnu.

Ce groupe de pays est coordonné par l'Inde et comprend l'Argentine, le Brésil, l'Egypte, l'Indonésie, la Namibie, les Philippines, l'Afrique du Sud, la Tunisie et le Venezuela.

Parlant au nom du groupe lors de cette première session de l'année sur les Nama, l'Ambassadeur Indien à l'OMC, M. Ujal Singh Bhatia a déclaré que: " l'objectif principal du groupe est de rappeler et d'insister sur la centralité du développement dans le cycle de Doha ".

Le groupe qui a commencé à fonctionner peu avant Hongkong a déjà soumis plusieurs propositions sur divers aspects des Nama, en particulier sur le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et sur le principe d'une " réciprocité moins que totale " en ce qui concerne les engagements de réduction des tarifs industriels.

Les pays développés, avec à leur tête l'UE on toutefois souligné que les pays en développement devraient lier ces deux questions car, selon l'UE, les pays en développement ne peuvent pas prétendre à la fois obtenir un traitement spécial et différencié et procéder à des coupes moins importantes sur les droits de douane. De plus l'UE a fait savoir que les négociations sur les Nama devraient aussi être liées à celles sur l'agriculture car elle affirme que les pays en développement doivent procéder à des réductions ambitieuses de leurs tarifs industriels pour obtenir en échange un accès accru aux marchés pour leurs produits agricoles.

Sur ce point, l'Ambassadeur indien a rétorqué qu'on ne devrait pas attendre des pays en développement qu'ils payent pour les réformes que les pays développés doivent nécessairement introduire dans leur secteur agricole.

Se référant au paragraphe 24 de la déclaration de HongKong, Bhatia a ajouté que le groupe soutient la décision des ministres de trouver un équilibre dans les niveaux d'engagement pour les Nama et pour l'agriculture. Il reconnaît ainsi que l'ambition dans les Nama ne peut pas être prise isolément. Toute action sur les Nama devrait ainsi être proportionnelle à une initiative similaire sur l'agriculture.

Le délégué indien a précisé que le groupe ne cherche pas à éviter de réduire ses tarifs industriels. Il souligne simplement que leurs engagements devraient être moindre que ceux des pays développés et proportionnels à leur niveau de développement industriel.

Il a également précisé qu'en dépit de la libéralisation et de la réforme ayant lieu dans leurs secteurs industriels, une partie significative de la production industrielle des pays en voie de développement et l'emploi demeurent dans les secteurs sensibles et que " davantage de libéralisation de ces secteurs sensibles devrait être précédé par des politiques soigneusement contrôlées d'ajustement. "

Pour ces raisons en autres, l'Ambassadeur Bathia a expliqué le " paragraphe 8 (du cadre des NAMA) est un élément essentiel des flexibilités exigés par les pays en voie de développement pour contrôler leurs opérations d'ajustement. "

Par conséquent, " nous nous félicitons " de la décision des ministres dans le paragraphe 15 de la déclaration de HongKong " réaffirmons l'importance du traitement spécial et différentiel et une réciprocité moins que totale dans les engagements de réduction, y compris le paragraphe 8 du cadre de NAMA, en tant que parties intégrales des modalités " a-t-il ajouté.

Bhatia n'a pas indiqué cependant si le groupe a partagé une perspective commune sur les détails de la formule qui est exigée pour faire la réduction tarifaire, telle que la structure de la formule et la question des coefficients. Il n'a pas non plus indiqué si les " flexibilités " courantes contenus dans le paragraphe 8 de l'annexe B du cadre de juillet sont suffisantes pour le groupe.

Au cours d'une réunion informelle sur les Nama tenue le matin du 2 février, plusieurs membres, tels que le Japon, la Norvège, les USA et le Singapour ont présenté leurs propositions récemment distribuées sur les sectorielles. L'après-midi, le président du Groupe de négociation sur les NAMA, l'Ambassadeur Stefan Johannesson de l'Islande a tenu d'autres consultations à un niveau plus technique sur la formule et sur les flexibilités. Il a assuré aux membres que toutes leurs préoccupations pertinentes seraient prises en compte simultanément et que rien ne devrait être omis.

Afrique de l'Ouest : des industriels du Nigeria et de la région invitent vivement les gouvernements de la CEDEAO à réexaminer le Tarif extérieur commun (TEC)

Lors d'un Forum du secteur privé tenu en marge de la réunion des chefs d'Etat de Cedeao du 12 janvier dernier à Niamey, la capitale Nigérienne, le président du Manufacturers Association of Nigeria, Export Promotion Group (MANEG) a appelé les chefs d'État de la CEDEAO à réexaminer et réétudier les incidences du Tarif extérieur commun (TEC) et à rechercher un moratoire de 10 à 15 ans, afin que cette période offre l'opportunité aux industries de la sous-région de devenir compétitives.

Dans un document intitulé " Facilitating the exports of manufactures in West Africa " - Faciliter les exportations de produits manufacturés en Afrique de l'ouest - le président de MANEG a

déclaré que les chefs d'État devraient se pencher sérieusement sur le tarif extérieur commun qui fait l'objet d'une vive polémique dans la région.

Il a souligné que le MANEG convenait certes que l'adoption du TEC rehausse la libéralisation du commerce intra-communautaire, mais seulement avec des sauvegardes strictes, en déclarant toutefois que " le MANEG est totalement en désaccord sur le fait que le TEC contribue au développement de la production manufacturière, avant que nous ne soyons compétitifs en améliorant la fourniture d'énergie, les infrastructures, etc. ".

Le président du MANEG a déclaré que pour l'heure, les différents gouvernements de la sous-région devraient " poursuivre le Programme de libéralisation des échanges de la CEDEAO sur des produits manufacturés choisis, sous un contrôle sévère, pour rejeter les abus, " en ajoutant qu'il n'y avait pas de preuves historiques que " la libéralisation sous une forme globale a aidé la production manufacturière dans tout pays ayant un désavantage de coût. Au contraire, le protectionnisme assuré jusqu'à la maturation de l'industrialisation avait été identifié comme la panacée pour le développement de la production manufacturière. "

Il a également noté qu'actuellement, sur les 58 pays les plus pauvres au monde, 36 sont en Afrique, dont 15 dans la région de la CEDEAO, et que tous 15 pays sont parmi les plus pauvres au monde. " L'Afrique est, par sa taille, le second continent du globe, avec une population de près d'un milliard de personnes et est également le berceau de l'humanité. Voici les quatre cavaliers de l'Apocalypse : la guerre, la famine, la maladie et la mort. "

Structure du TEC Cedeao

Plusieurs pays d'Afrique de l'ouest non membres de l'UEMOA ont déjà engagé le processus d'alignement sur le TEC de référence qu'est celui de l'Uemoa. c'est le cas pour la Guinée, le Ghana, la Sierra Léone et le Nigéria. La période 2005-2007 est suggérée comme période transitoire.

A la fin de la période mise en œuvre, les marchandises importées seront soumises à un droit de douane commun compris entre 5 % et 20 % en fonction de la catégorie de produits. Les bénéfices escomptés de la mise en place de ce système seront la diminution de la contrebande de marchandises. En effet, les taxes sur l'importation de certains produits sont actuellement supérieures à 20 % de leur valeur, seuil maximal qui sera appliqué par les pays de la CEDEAO.

Cette catégorisation en quatre bandes (0 - 5 - 10 et 20%) se base sur celle de l'UEMOA dont le processus d'intégration est déjà très avancé avec pour entre autres résultats des politiques sectorielles et une monnaie communes. Elle est aussi assez avancée dans l'harmonisation de ses positions dans les négociations multilatérales, étape préalable avant l'obtention du statut de membre à l'OMC par exemple.

Cependant, si ces éléments de la structure du TEC sont en conformité avec la décision des Chefs d'Etat d'étendre le Tec Uemoa aux autres pays de la Cedeao sur la base d'études d'impact, ils ne semblent pas faire l'objet d'une bonne appropriation par les acteurs tels que les agriculteurs, les industriels etc. Le problème est en effet de savoir si le taux maximum de 20% n'est-il pas relativement trop bas au regard des besoins de protection des appareils de production de l'Afrique de l'Ouest ? Cela ne justifie t-il pas la création d'une cinquième bande qui aurait pour but de prendre en charge les cas de plusieurs produits qui ont besoin d'une protection plus grande ?

Alors que cette possibilité est encore en discussion, le Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'ouest (Roppa) est entrain de mener un plaidoyer intense pour le relèvement du Tec afin d'assurer une protection adéquate aux produits agricoles de la région.

Même un pays comme le Nigeria a exprimé de besoin de disposer d'une cinquième bande à taxer à 50% durant la phase de mise en œuvre.

L'adoption d'un tarif extérieur commun est seulement une des six étapes qui jalonnent le processus de création d'une union douanière. D'ici 2007, les pays de la CEDEAO devront mettre en place une zone de libre échange, harmoniser leur législation en matière de droits de douane et de taxation indirecte (TVA et accise), transférer à la CEDEAO leurs compétences en matière de politique commerciale et de régulation de la concurrence, réformer le cadre institutionnel de la communauté économique et allouer à l'organisation des ressources adéquates.

SUR LE FIL

[Accord sur le nouveau Pacte relatif au commerce des bois tropicaux](#)

Les représentants de plus de 180 gouvernements et organisations internationales sont arrivés à un consensus sur un pacte devant succéder à l'Accord international sur les bois tropicaux de 1994 (International Tropical Timber Agreement - ITTA), à la suite de deux semaines de négociations intensives à Genève. Le nouvel accord sur ces produits de base vise à promouvoir l'accroissement et la diversification du commerce international de bois tropicaux légalement produits, provenant de forêts gérées d'une manière écologiquement viable, ainsi qu'à encourager la gestion viable de telles forêts. Comme son prédécesseur, le nouveau traité a été négocié sous l'égide de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Une fois ratifié, il remplacera le pacte de 1994, qui arrivera à expiration à la fin de 2006.

Les délégués se sont dits soulagés du fait que les membres consommateurs et producteurs du pacte de 1994 aient été en mesure d'arriver à un accord sur la base des quatre cycles de discussions qui se sont déroulés depuis 2003. Ils ont déclaré que les deux parties ont été en mesure de surmonter leurs divergences grâce à un esprit de bonne foi qui les animait et aux concessions faites durant les

derniers jours des discussions sur la portée et le financement du nouvel accord.

Accord sur les produits de base et/ou accord environnemental multilatéral ?

Concernant la question de la portée du nouveau pacte, les références aux services écologiques, aux produits forestiers autres que le bois, à la certification et aux mécanismes de marché volontaires, se sont avérées particulièrement litigieuses.

La préambule de l'accord final reconnaît " l'importance des avantages économiques, environnementaux et sociaux multiples fournis par les forêts, notamment le bois et les produits forestiers autres que le bois et les services environnementaux. " Les références à la certification et aux mécanismes de marché volontaires ont été supprimées, en raison des préoccupations soulevées essentiellement par les pays producteurs de bois concernant le fait que ceci pourrait porter atteinte à la souveraineté nationale et affecterait peut-être leurs obligations au titre d'autres accords commerciaux tels que ceux de l'OMC. Toutefois, l'accord encourage effectivement l'échange de renseignements pour des mécanismes volontaires tels que la certification, en dépit des commentaires formulés par l'Inde, la Malaisie et le Brésil, concernant le fait que cette assistance ne devait pas porter préjudice aux droits des membres de l'Accord international sur le commerce des bois tropicaux au titre d'autres accords commerciaux.

Le nouvel accord vise également à contribuer au développement durable et à l'allègement de la pauvreté ; à améliorer l'échange de renseignements sur le commerce du bois ; promouvoir la transformation accrue des bois tropicaux à rendement durable dans les pays où ils poussent ; à améliorer la commercialisation et la distribution des bois tropicaux ; à encourager les membres à élaborer des politiques nationales visant l'exploitation durable et la conservation des forêts et de leurs ressources génétiques ; à renforcer la capacité en vue de l'application des réglementations forestière et de la gouvernance et à

s'attaquer à l'abattage illégal et au commerce qui y est lié ; à promouvoir une bonne perception des produits forestiers autres que le bois ; et à reconnaître le rôle des communautés locales et autochtones tributaires des forêts pour leur survie.

Le financement comme question clé

Certaines des questions les plus litigieuses dans les discussions portaient sur le financement du nouvel accord et sur le point de savoir quelles proportions du financement nécessaire devraient venir des producteurs - essentiellement des pays en développement - et des consommateurs.

L'incidence de l'Accord international sur les bois tropicaux se fait sentir en grande partie à travers le financement des projets. Ces financements - autorisés par le Conseil international des bois tropicaux, organe de décision du traité, et administrés par son secrétariat, l'Organisation internationale des bois tropicaux - enregistrent des baisses régulières depuis le début des années 90. Au cours des négociations, les demandes de financement accru de la part des pays en développement producteurs de bois ont été confrontées à des offres diverses émanant des pays développés. Le 27 janvier, au cours des dernières heures de négociation, l'UE et les pays producteurs ont toutefois été en mesure de résoudre leurs divergences sur la proposition de structure de financement.

Les organisations intergouvernementales applaudissent l'Accord, les ONG restent manifestement absentes

" L'accord établit un cadre de coopération entre les exportateurs et les importateurs ", a déclaré Manuel Sobral, directeur exécutif de l'Organisation internationale des bois tropicaux. Lakshmi Puri, directeur de la Division du commerce, des biens, services et produits de base de la CNUCED, a réaffirmé l'importance que revêtait le pacte en tant qu'accord sur les forêts, négocié à l'échelle internationale. Les groupes environnementaux ont toutefois été manifestement absents des discussions, nombre d'entre eux ayant choisi de tourner le dos à l'Accord international relatif aux

bois tropicaux et au Forum sur les forêts des Nations Unies, pour s'intéresser aux processus de la Convention relative à la diversité biologique et à ceux relatifs à l'application des réglementations forestières, gouvernance et commerce, parrainés par l'UE, qui cherchent également à combattre le commerce illégal du bois.

Le traité prévoit une répartition complexe du nombre de voix attribuées entre les 33 pays producteurs et 26 pays consommateurs, membres de l'Accord international sur les bois tropicaux de 1994. Chacun des deux blocs dispose de 1000 voix. Celles-ci sont réparties entre les pays producteurs, sur la base de la distribution régionale et de chaque part relative de chaque pays dans les ressources forestières tropicales et dans les volumes d'exportation du bois. Le nombre de voix attribuées aux pays consommateurs est lié à leurs importations de bois tropicaux. Les gouvernements seront en mesure d'accepter le nouveau pacte à compter du 3 avril. Il entrera en vigueur dès qu'il sera signé ou ratifié par 12 gouvernements producteurs représentant 60% des voix de ce bloc et par 10 pays gouvernements comptant pour 60% des importations de bois tropicaux en 2005.

Pour des comptes-rendus quotidiens, voir les liens IISD <http://www.iisd.ca/forestry/itto/itta4/>
 Pour des informations antérieures sur l'ITTA et d'autres développements concernant les forêts, visiter le site : <http://www.trade-environment.org/page/ictsd/news/forestwater.htm>
 Pour des ressources pertinentes, visiter http://www.trade-environment.org/page/theme/nat_res/forest.htm
 Pour des liens pertinent, visiter <http://www.trade-environment.org/page/links/forests.htm>

Commerce et santé : l'OMS approuve une résolution sur le commerce international et la santé et se penche sur la propriété intellectuelle et l'innovation

Des questions liées au commerce, à la recherche-développement et aux droits de propriété intellectuelle figuraient à l'ordre du jour de la réunion du 27 janvier du Conseil d'administration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à Genève. Les trois domaines ont été transmis à l'Assemblée mondiale de la santé, le principal organe de décision de l'organisation, qui doit se réunir du 22 au 27 mai.

Le Conseil d'administration, dont la composition repose sur le principe du roulement, comprend des personnes hautement qualifiées dans le domaine de la santé, désignées par les 32 gouvernements membres de l'OMS et élues pour un mandat de 3 ans, détermine l'agenda de l'Assemblée mondiale de la santé. Bien que seulement 32 pays à la fois soient représentés au Conseil d'administration, les non membres de l'OMS sont autorisés à participer et à intervenir au cours de la réunion. De même, les ONG qui ont été accréditées à l'OMS sont également autorisées à faire des déclarations.

Approbation de la proposition de résolution sur le commerce international et la santé

Le Conseil d'administration a approuvé une résolution intitulée 'International Trade and Health' (EB117.R5), à la suite d'un projet de texte présenté, lors de la réunion du Conseil de l'année dernière, par le Bénin, le Bhoutan, la Bolivie, le Brésil, le Canada, la Chine, l'Irak, la Jamaïque, le Kenya, le Népal, le Soudan, la Thaïlande, Tonga et le Vietnam. La résolution met l'accent sur la nécessité d'obtenir davantage d'information sur les incidences du commerce international et des accords qui y sont liés sur la santé publique, et d'assurer une plus grande cohérence entre le commerce et la politique de la santé. Pour faciliter ce processus, la résolution invite vivement les gouvernements à promouvoir des dialogues sur les liens croisés entre le commerce et la santé, et à

adopter des politiques qui prennent en compte les questions identifiées.

Selon un responsable de l'OMS, ce projet de résolution est une étape importante visant à instaurer une plus grande cohérence entre le commerce et la politique de la santé, car elle apporte aux responsables de la santé publique un appui pour leur permettre de s'engager davantage que cela n'avait généralement été le cas auparavant dans les processus de prise de décision en matière de commerce.

La résolution sera à présent présentée pour examen à la prochaine Assemblée mondiale de la santé.

Le rapport de la CPIIS différé

En février 2004, le directeur général de l'OMS a créé une Commission sur les droits de propriété intellectuelle, l'innovation et la santé publique (CPIIS), en réponse aux préoccupations des membres. Le mandat de la Commission était de " collecter des données et des propositions auprès des différents acteurs impliqués et produire une analyse des droits de propriété intellectuelle, de l'innovation et de la santé publique. " Elle devait mettre un accent particulier sur les mécanismes de financement et sur les incitations en vue du développement de nouveaux médicaments pour des maladies qui affectent essentiellement les pays en développement.

Les membres de la CPIIS, qui est présidée par l'ancien président suisse Ruth Dreifuss, étaient censés se mettre d'accord sur le texte du rapport à temps pour la réunion du Conseil d'administration de cette année. Toutefois, au cours de la réunion, Dreifuss a annoncé que la diffusion du rapport serait retardée. Le secrétariat de l'OMS a expliqué que ce retard était dû à la tenue d'une réunion supplémentaire de mi-janvier 'pour affiner les recommandations [du rapport] ". La CPIIS a été en mesure de finaliser le texte lors de la réunion supplémentaire, tenue les 16 et 17 janvier. Le document remanié a à présent été remis aux Membres et doit être finalisé et traduit en six langues d'ici fin mars ou début avril, à temps pour être présenté à l'Assemblée internationale sur la

santé, en mai. Une fois adopté par la CPIIS indépendante, le rapport ne sera pas modifié par l'Assemblée internationale sur la santé. Toutefois, un sous-groupe du Conseil d'administration le réexaminera et fournira un rapport additionnel à l'Assemblée internationale sur la santé.

Parallèlement, l'intégrité même du rapport tant attendu, a été remise en cause lorsque l'Observatoire de la propriété intellectuelle (Intellectual Property Watch), un service d'information indépendant basé à Genève, a prétendu que, durant l'automne 2005, Eric Noehrenberg, de l'International Federation of Pharmaceutical Manufacturers and Associations, à Genève, avait eu connaissance du rapport et avait par la suite fait des commentaires sur ce texte par voie électronique. Noehrenberg nie toutefois avoir vu le texte et fait des commentaires.

Un nouveau cadre pour la recherche et le développement essentiels sur la santé

Au cours des dernières heures de la réunion, le Conseil d'administration a convenu de transmettre un projet de résolution pour un 'Global Framework on Essential Health Research and Development' - Cadre global sur la recherche et le développement - (EB117/Conf/Paper.3), initialement proposé par le Kenya et le Brésil pour examen par l'Assemblée internationale sur la santé. La résolution invite vivement les Etats membres à faire de la santé globale et des médicaments une priorité pour la recherche et le développement, en particulier eu égard aux besoins des patients des pays pauvres.

Bien que la résolution ait été approuvée par le Conseil d'administration, près d la moitié de son texte reste entre grands crochets, c'est-à-dire n'a pas été finalisé, et sera examiné par les 192 membres de l'OMS au sein de l'Assemblée internationale sur la santé. Les activistes de la santé saluent notamment cette initiative comme une réussite.

Le texte appelle le directeur général " ... à mettre sur pied un Groupe de travail constitué par les États membres intéressés pour examiner les propositions [visant l'établissement d'un cadre

destiné à appuyer] la recherche tirée par les besoins ... " et invite vivement les membres ... " à faire en sorte que les accords commerciaux bilatéraux prennent en compte les flexibilités contenues dans l'Accord de l'OMC sur les ADPIC et reconnues par la Déclaration ministérielle de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique[. " Le projet de résolution contient un passage entre crochets qui prévoit que le Groupe de travail fasse un premier rapport lors de l'Assemblée internationale de la santé de 2007, avec un rapport final à l'Assemblée, l'année suivante. Le rapport est chargé de proposer " [des systèmes alternatifs simplifiés pour la protection de la propriété intellectuelle, en vue de rehausser l'accessibilité aux innovations sanitaires et la constitution de capacité pour la mise au point de produits dans les pays développés et en développement ...]. "

Si elle reconnaît " [... la promesse de nouveaux modèles ouverts pour le développement de la science médicale, de participation accrue aux avancées scientifiques et l'accès à ces avancées, ainsi que les connaissances accrues, ...], la résolution reconnaît également " ... que les droits de propriété intellectuelle figurent au nombre de plusieurs outils majeurs visant à promouvoir l'innovation, la créativité et le transfert de technologie. "

Plusieurs pays ont fait part de leur soutien à l'initiative, notamment la Bolivie, le Lesotho, le Bhutan, le Soudan, la Guinée Bissau et la Thaïlande, de même que nombre d'organisations de la société civile et d'autres personnes intéressées. Notamment, Sir John Sulston, lauréat du prix Nobel de médecine, a lu une déclaration publique émanant de plus de 200 chercheurs qui soutenaient la proposition et faisaient part de leur préoccupation concernant les mécanismes actuels destinés à améliorer la santé publique à l'échelle globale " ... à un moment où des progrès considérables sont enregistrés dans la science fondamentale et où jamais autant de fonds n'ont été dépensés dans la recherche/développement biomédicale. "

Textile: l'Afrique du sud conclut un accord-cadre avec la Chine pour atténuer l'impact des exportations chinoises sur son industrie

Faisant face à de sérieuses difficultés dans son industrie textile depuis la fin des quotas dans le commerce mondial du textile, l'Afrique du Sud, en pourparler avec la Chine depuis de longs mois, vient de trouver avec ce dernier un important accord-cadre qui pourrait lui permettre de sauver son secteur textile plombé par les exportations chinoises.

Selon le ministre Sud africain du commerce Mandisi Mphahlele, les pourparlers entre les deux parties seraient proches de la finalisation et qu'il ne reste plus qu'à informer les acteurs concernés (entreprises, travailleurs etc) du contenu de l'accord. .

L'industrie textile Sud africaine fait face à de graves problèmes depuis l'ouverture de son marché aux importations massives de produits chinois vendus très bon marché. Les importations de textile chinois ont augmenté de plus de 40% les neuf derniers mois, engendrant des pertes d'emplois estimés à 5000 travailleurs. C'est pourquoi les entreprises locales et les syndicats de travailleurs avaient exercé une grande pression sur le gouvernement pour ouvrir des négociations avec la Chine, après que les Etats-Unis et l'Union européenne aient adopté la même stratégie pour se prémunir de la poussée du textile chinois.

L'industrie de l'habillement est l'un des premiers employeurs en Afrique du Sud mais elle aurait perdu plus de 150 000 emplois ces dix dernières années. C'est pour quoi cela qui a poussé le gouvernement de ce pays à prendre les devants pour éviter d'autres pertes d'emplois dans un pays où le taux de chômage est de 26% (40% selon certains).

L'Afrique du Sud a aussi intensifié ses négociations avec l'Inde en vue d'établir une zone de libre-échange dans le cadre de leur volonté commune d'accroître le commerce Sud-Sud et de peser davantage dans les échanges mondiaux.

EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

9 février, OMC, Genève, Conseil du commerce des services.

13 février, OMC, Genève, Conseil du commerce des services, session spéciale.

15-16 février, Groupe de négociation sur la facilitation des échanges.

21-22 février, OMC, Genève, Comité du commerce et de l'environnement, session spéciale.

27 février-3 mars, OMC, Genève, Semaine de l'AMNA

EVENEMENTS AILLEURS

6 - 10 février, Genève, Suisse, dixième session de la Commission du commerce des biens et services, et des produits de base; Cnuced.
Pour en savoir plus : www.unctad.org

8 - 9 février, Paris, France, Forum mondial sur la concurrence, Ocde.
Pour plus d'informations :
<http://www.oecd.org/dataoecd/52/18/35571800.pdf>

8 - 9 février, Bruxelles, Belgique, Forum sur la sécurité, le développement et les conflits forestiers.
Contact: Willemine Brinkman, European Tropical Forest Research Network
Telephone: 31-317-495516 ; Fax: 31-317-495521;

Email: etfrn@etfrn.org

Web Site: www.etfrn.org/etfrn/sdfc/index.htm

8-9 février, OMC, Genève, Suisse, Conseil général.

http://www.wto.org/french/thewto_f/gcounc_f/gcounc_f.htm

8 - 17 février, New York, Usa, 44ème session de la commission du développement social des Nations Unies.

Contact: UN Division for Social Policy and Development; Fax: 1-212-963-3062; Web Site: <http://www.un.org/esa/socdev/csd/csocd2006.htm>

17-18 février, Tramelan, Suisse, Conférence sur l'acceptation sociale des innovations dans le domaine des énergies renouvelables.
www.iwoe.unisg.ch

7 - 10 mars, Porto Alegre, Brésil, Une vision Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural
<http://www.icarrd.org/index.html>

PUBLICATIONS

En français

Centre Tricontinental ; Forum Mondial des Alternatives : Mondialisation des résistances. L'état des luttes 2004. Editions Syllepse. 2004.

CNUCED : " Moyens de rendre applicables, pour les pays en développement, d'éventuels accords internationaux sur la concurrence, notamment par l'octroi d'un traitement spécial et différencié pour leur permettre d'adopter et de mettre en œuvre un droit et une politique de la concurrence compatibles avec leur niveau de développement économique. "

http://www.unctad.org/fr/docs/tdrbpconf6d9_fr.pdf

CNUCED, Rapport sur le commerce et le développement (TDR). Le rapport sur le commerce analyse les tendances économiques et les principales questions d'orientation présentant un

intérêt international et formule des suggestions pour traiter ces questions à différents niveaux. Septembre 2005. www.unctad.org

FAO : " La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2005 ". Le commerce peut-il être au service des pauvres? La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2005 examine les nombreuses façons dont le commerce international et sa libéralisation affectent les populations démunies vivant dans l'insécurité alimentaire. <http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

FAO : " Annuaire statistique de la FAO 2004. Vol. 1/2 ". Aperçus de pays. L'Annuaire statistique de la FAO est une sélection d'indicateurs de FAOSTAT, la plus grande base de données mondiale en ligne dédiée à l'agriculture. <http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

FAO : " L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005. Éradiquer la faim dans le monde pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. " Il ne reste plus que 10 ans avant 2015. Les dirigeants mondiaux s'étaient engagés, pour cette date, à réduire de moitié la faim et l'extrême pauvreté et à réaliser des progrès substantiels en matière d'éducation, de santé, d'équité sociale, de pérennité environnementale et de solidarité internationale. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005 examine les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement. <http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

HOUTARD F. ; POLET F. ; L'autre Davos. Mondialisation des résistances et des luttes. L'Harmattan ; 2003.

OMC, Commerce international, disparité des revenus et pauvreté. Cette étude de l'OMC, qui se fonde sur deux rapports d'experts établis à la demande du Secrétariat de l'OMC, vise à clarifier les relations existant entre le commerce, la disparité des revenus au niveau mondial et la pauvreté. A télécharger à :

http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/special_study_5_f.pdf

OMC, " Commerce et Environnement ". En s'appuyant sur cinq études de cas concernant l'agriculture intensive, le déboisement, le réchauffement de la planète, les pluies acides et la surexploitation des stocks de poissons, l'étude montre que le commerce pourrait jouer un rôle positif dans ce processus en facilitant la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement de par le monde. Dossiers spéciaux. A télécharger à : http://www.wto.org/french/res_f/reser_f/special_studies_f.htm

OMC, statistiques sur le commerce mondial 2005. Ce rapport contient des statistiques détaillées, comparables et à jour sur le commerce des marchandises et des services permettant d'évaluer les courants d'échanges mondiaux par pays, par région et par grands groupes de produits ou catégories de services. A télécharger à : http://www.wto.org/french/res_f/statis_f/its2005_f/its05_toc_f.htm

ONU : Objectifs du Millénaire pour le développement - Rapport 2005, UN. Le Rapport 2005 sur les "Objectifs du Millénaire pour le développement" est disponible en format pdf sur le site internet de l'ONU. Le Rapport a été préparé par un groupe d'experts représentant 25 agences et organisations internationales des Nations Unies, coordonné par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Le rapport présente le tableau le plus complet à ce jour des progrès réalisés et du chemin à parcourir dans chacune des grandes régions de la planète, et constitue ainsi la clef de la préparation du Sommet du Millénaire + 5. www.un.org

En Anglais

OMC, Multilateral Solutions to the Erosion of Non-Reciprocal Preferences in NAMA. This paper analyzes the risks of preference erosion arising

from MFN trade liberalization in manufactured products. It focuses on developing countries that receive non-reciprocal preferences in the markets of United States, EU, Japan, Canada and Australia. The paper estimates preference margins as the difference between non-reciprocal preferential rates received by individual countries and the best available (MFN or better-than-MFN) treatment received on average by all other suppliers. Most previous work on this subject has compared the preferential rates for individual countries with MFN rates alone, which the paper found to have the effect of over-stating the margin at risk from erosion following MFN reductions. The paper also considers the effect of less than full utilization of preference margins by beneficiaries, but a lack of data prevented the inclusion of this additional moderating factor relating to erosion risk. www.wto.int

ONU, Departement of economic and social affairs, World Economic and Social Survey 2005 Financing for development. Provides a comprehensive review of the wide-ranging challenges addressed in the Monterrey Consensus of the International Conference on Financing for Development. The conclusion is that although gains have been made in some areas, an immediate and substantial scaling up of effort is needed, especially in the poorest countries.

UNCTAD, Trade and environnement review. La publication est divisée en trois chapitres: des articles de fond; des commentaires de spécialistes sur ces articles ; un aperçu des recherches intergouvernementales récentes et des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités de la CNUCED dans les domaines du commerce, de l'environnement et du développement. Elle est disponible, en ligne, dans son texte intégral à l'adresse http://www.unctad.org/trade_env/TER

The Millennium Development Goals. - Development (Roma) - (2005-03) vol. 48 n°1 - Numéro spécial. - Bibliogr. - Dossier consacré aux objectifs du Millénaire et aux obstacles rencontrés pour atteindre les buts fixés. L'accent est mis sur

les programmes concernant la réduction de la pauvreté, les systèmes de santé et la lutte contre le sida. La gouvernance dans un monde globalisé plus équitable, les diverses économies du développement et les combats de divers acteurs au niveau local et global sont également abordés.

NEGOTIATING HEALTH: INTELLECTUAL PROPERTY AND ACCESS TO MEDICINES. Edited by Pedro Roffe, Geoff Tansey and David Vivas-Eugui. International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) and Earthscan, 2006. In developing countries, access to affordable medicines for the treatment of diseases such as AIDS and malaria remains a matter of life or death. In Africa, for instance, more than one million children die each year from malaria alone, a figure that could soon rise with the extension of patent rules to pharmaceuticals. Previously, access to essential medicines was made possible by the supply of much cheaper generics, manufactured largely by India; from 2005, however, the availability of these drugs has been threatened as new WTO rules take effect. Halting the spread of malaria and HIV/AIDS is one of the eight Millennium Development Goals. These studies by leading authorities from all over the world on the subject of intellectual property and health provides informed analysis on the post-2005 world and discusses how action may be taken to ensure that intellectual property regimes are interpreted and implemented in a manner supportive of the right to protect public health and, in particular, to promote access to medicines for all. Further information can be found at :

<http://shop.earthscan.co.uk/ProductDetails/mcs/productID/669>.

"Trade and Human Rights: Towards Coherence," By Caroline Dommen. SUR - INTERNATIONAL JOURNAL ON HUMAN RIGHTS, No. 3, 2005. This article focuses on ways that human rights advocates can ensure that trade and trade rules promote, rather than undermine, human rights. The article concludes that an effective way to achieve respect for human rights in international trade policy is through engaging with trade policy-makers from national governments, and

demonstrating the positive role a human rights perspective can play in ensuring a fair and democratic international trading system. The article points out that human rights defenders share concerns about trade with development groups, women's rights advocates, environmentalists and others already working on trade, and suggests that human rights advocates demonstrate, through applying the relevant accountability mechanisms, how they can make a positive contribution to making trade more equitable and human rights-friendly. Available online at : <http://www.surjournal.org/eng/?PHPSESSID=187466b09768b73d065b315ed475d412>

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE> © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe